

**NATIONS UNIES  
INSTITUT AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION**

**PROGRAMME DE FORMATION**

**ATELIERS DE FORMATION DE COURTE DUREE EN  
GESTION ECONOMIQUE**

**COOPERATION ET INTEGRATION  
ECONOMIQUES**

## **SOMMAIRE**

<b>I. CONTEXTE .....</b>	<b>1</b>
<b>II. PROGRAMME DES ATELIERS .....</b>	<b>6</b>
<b>III. BUDGET .....</b>	<b>13</b>

## I. CONTEXTE

1. Le plus grand défi auquel l'Afrique est confrontée au cours de cette dernière décennie du 20ème siècle est de renverser la tendance au déclin économique qui a affecté la région depuis les années 1970 et de renforcer la capacité des économies en tant que partenaires efficaces dans l'économie mondiale du siècle à venir. Un des éléments clés de réponse à ce défi est la promotion de l'intégration économique régionale qui constitue depuis longtemps un aspect important de la stratégie du développement en Afrique. C'est une stratégie nécessaire dont l'utilité a été bien illustrée dans diverses études sur le développement en Afrique et prise en compte dans pratiquement tous les récents programmes d'action pour le redressement socio-économique et le développement à long terme de l'Afrique. Les premiers documents y relatifs sont le Plan d'Action de Lagos pour le Développement Économique de l'Afrique (1980-2000) et l'Acte Final de Lagos. Dans ces deux programmes les dirigeants africains se sont engagés à créer une économie africaine dynamique et interdépendante aux niveaux national, sous-régional et régional; de ce fait ils prépareraient le terrain à la création d'un marché commun africain et à terme, la constitution d'une communauté économique africaine.

2. La coopération et l'intégration économiques sont devenues indispensables si on veut surmonter les inconvénients engendrés par la balkanisation politique du continent en des états créés de manière arbitraire, avec une population clairsemée, des marchés intérieurs exigus, des infrastructures insuffisantes, des frontières perméables et des économies vulnérables face aux fluctuations des prix au niveau mondial. C'est aussi un moyen de consolider l'indépendance politique des pays africains et ainsi de renforcer leur position vis-à-vis des pays développés, en particulier les anciennes puissances coloniales. Bref, l'intégration économique n'est pas seulement souhaitable mais elle est aussi nécessaire si l'Afrique veut s'industrialiser, développer le commerce intra-africain, développer sa capacité à participer de manière efficace au nouveau système de relations et d'interdépendances à l'échelle mondiale, mobiliser et maximiser les rares ressources en capitaux et en compétences afin de préparer le terrain pour une unité réelle de l'Afrique, à la fois politique et économique.

3. Les gouvernements africains reconnaissent qu'ils ne peuvent faire de réels progrès en matière de développement économique sans une étroite coordination et une harmonisation de leurs politiques nationales de développement, de leurs plans et programmes sectoriels. A cet effet, ils continuent d'adopter des résolutions et des déclarations à l'image du Plan d'Action de Lagos et de l'Acte Final de Lagos, mais aussi de la Déclaration sur la Coopération Economique et le Développement en Afrique (1973), du Programme Prioritaire pour le Redressement Economique en Afrique (1985), de la Plaidoirie de l'Afrique à la session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur l'économie et la crise sociale en Afrique (1986) et du Nouveau Programme des Nations Unies pour le Développement de l'Afrique pour les années 1990 (1991). Ces documents assignent un rôle important de développement à la coopération et à l'intégration économiques régionales. Ils contiennent également des propositions et engagements nouveaux concernant des moyens plus efficaces d'atteindre les objectifs de l'intégration économique.

4. Pour concrétiser leurs aspirations, les Etats africains ont mis en place de nombreux projets d'autonomie collective à travers une coopération économique sous-régionale et régionale. En 1991, presque tous les Etats africains s'étaient regroupés en communautés économiques sous-régionales. En Afrique occidentale, la majorité des pays francophones ont créé la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) en 1973. Cette institution fusionnée avec l'organisation pour une monnaie commune (UMOA) est devenue l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 1994. L'Union du Fleuve Mano (UFM) a été créée en 1974, et la plus ambitieuse organisation, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en 1975. Les Etats de l'Afrique du Nord ont créé l'Union du Maghreb Arabe (UMA) en 1989. En Afrique centrale, l'Union Douanière et Economique (UDEAC) créée en 1964 a été remplacée récemment par la Communauté Economique et Monétaire (CEMAC, 1994). La Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) a été créée en 1976, et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) en 1983.



5. En Afrique de l'Est et Australe ont été créées: l'Union Douanière de l'Afrique Australe (SACU, 1910); la Conférence pour la Coordination du Développement en Afrique Australe (SADCC, 1984) qui est devenue en 1992 la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC); la Zone d'Echanges Préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et Australe (ZEP, 1981) qui est devenue le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA, 1994). En 1993, un accord sur la coopération en Afrique de l'Est a été signé entre les trois Chefs d'Etat du Kenya, de l'Ouganda et de la Tanzanie dans le but de recréer la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC, 1967-1977). Et en juin 1991 à Abuja (Nigeria), le 27ème sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine a créé la Communauté Economique Africaine, qui est d'une importance capitale, afin de consolider les progrès en matière d'intégration économique, à l'échelle sous-régionale, et de mieux préparer le continent aux défis engendrés par les nouvelles tendances au niveau de l'économie mondiale avec notamment l'émergence des blocs commerciaux.

6. Bien que les Communautés économiques sous-régionales espèrent jouer un rôle primordial pour promouvoir le redressement et la croissance ainsi que le développement et la transformation à long terme des économies africaines, il a été constaté qu'à ce jour aucune d'elles n'a fait de progrès sensible en ce qui concerne la réalisation de l'objectif si attrayant de créer un marché commun sous-régional, sans parler d'une communauté économique, malgré les ressources humaines et financières investies. Les principaux objectifs de l'Acte Final de Lagos fixés en 1980 relatifs à la promotion de la coopération au niveau sectoriel n'ont pas été atteints. Aucun progrès important n'a été fait en ce qui concerne l'harmonisation des politiques sectorielles dans l'agriculture, l'industrie, le transport, l'énergie etc., bien que ce soit un objectif important fixé par les traités instituant ces communautés. Si l'on s'intéresse au secteur de l'industrie par exemple, les règles communes qui régissent l'investissement étranger direct (telles que celles relatives aux incitations en matière d'investissements) sont toujours au stade des pourparlers. En effet, les principes directeurs et les programmes relatifs au développement industriel régional n'ont pas été établis. En conséquence, la plupart des regroupements d'intégration en Afrique n'ont pas pu promouvoir avec succès la création d'importants projets industriels multinationaux.

7. Ainsi, malgré de grandes espérances, les projets d'intégration économique existants n'ont toujours pas fait de progrès significatifs vers la réalisation de leurs objectifs. Ils ont été incapables de générer un soutien massif au sein de la population africaine, de promouvoir la transformation structurelle, d'assurer une augmentation de la production agricole et industrielle ou de participer efficacement à l'allégement de la pauvreté dans les diverses sous-régions.

8. C'est dans le contexte général décrit ci-dessus que l'IDEP se propose d'organiser des ateliers de courte durée sur la coopération et l'intégration économiques en Afrique. Créé en 1962 par la résolution adoptée lors de la conférence des ministres de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), le mandat de l'IDEP met l'accent sur une formation spécialisée destinée aux cadres de l'Administration en Afrique dans le domaine du développement socio-économique et de la planification. De plus, l'Institut entreprend des recherches sur les questions du développement économique qui intéressent particulièrement les pays africains, fournit des services consultatifs aux gouvernements et institutions africains, et organise des conférences, séminaires et ateliers sur divers thèmes relatifs au développement de l'Afrique.

9. La nouvelle orientation de l'IDEP accorde une attention particulière à la formation de courte durée axée sur l'identification de solutions pratiques aux problèmes contemporains du développement socio-économique. Cette approche est opportune, compte tenu des changements spectaculaires et profonds qui ont lieu dans de nombreuses régions du monde, et des redoutables défis qu'ils posent au processus de coopération et d'intégration économiques en Afrique. Premièrement, l'émergence des blocs commerciaux, et notamment de la «forteresse Europe», qui menace de marginaliser l'Afrique, donne plus de poids aux arguments économiques en faveur de la solidarité régionale. Deuxièmement, l'évolution rapide de la technologie a entraîné de profonds changements dans l'organisation de la production au niveau mondial qui ont singulièrement modifié l'environnement de la concurrence. La productivité a atteint un tel niveau qu'il est

nécessaire aujourd'hui, plus que jamais, de mettre en place une organisation de la production au-delà des frontières nationales, c'est-à-dire que l'internationalisation de la production est devenue une base indispensable pour maintenir la compétitivité sur les marchés internationaux. Troisièmement, le défi que représente l'Europe de l'Est où la renaissance de la démocratie a accaparé l'imagination et la compassion des gouvernements et populations de l'Occident, se traduit de plus en plus par un constat d'indifférence ou de retrait voire d'abandon de la part des pays industrialisés envers l'Afrique. Le changement dans les relations internationales constitue pour les pays africains une raison supplémentaire de maximiser leurs efforts collectifs à travers la coopération et l'intégration économiques.

10. Au niveau du continent, l'intérêt généralisé qui est actuellement porté à l'intégration économique coïncide avec une période de difficultés économiques continues pour l'Afrique. Par conséquent, on s'intéresse beaucoup à la question de savoir dans quelle mesure l'intégration peut aider à résoudre la crise socio-économique. En outre, il est reconnu, comme il a été déjà noté, que le monde traverse une période de changements politiques et économiques de grande envergure, et que l'Afrique doit digérer les conséquences de ces changements et faire face aussi à la transition à des systèmes politiques démocratiques. Par ailleurs, en raison de l'intérêt croissant pour l'intégration économique, de nombreux spécialistes de ce domaine s'intéressent à la recherche et à la formation en matière d'intégration économique régionale. Pour que le programme de l'IDEP soit rentable, il devra tenir compte de ces données de base, accorder une plus grande importance aux défis qui s'entremêlent aux niveaux international et régional et assister les décideurs africains dans la formulation et l'application des politiques appropriées pour répondre à ces défis.

## **II. PROGRAMME DES ATELIERS**

### **OBJECTIFS**

11. Les institutions, les centres de recherche et les instituts de développement existant en Afrique et orientés vers l'intégration ne sont pas équipés sur le plan technique pour faire face de manière efficace aux défis complexes du régionalisme en Afrique. Il n'existe aucun programme officiel de formation sur la gestion du processus d'intégration en Afrique qui permette aux cadres travaillant aux niveaux national, sous-régional et régional, d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires. Les ateliers de l'IDEP sur la coopération et l'intégration économiques en Afrique tentent de combler cette lacune.

12. Chaque atelier durera 4 semaines et sera organisé tous les ans. L'objectif principal est d'aider à comprendre l'intégration économique comme un élément clé du développement en Afrique et de créer la capacité de gérer efficacement le processus de régionalisme en Afrique. Les ateliers visent notamment les objectifs spécifiques suivants:

- i) Permettre aux participants de mieux comprendre l'intégration économique comme étant une condition sine qua non pour atteindre les objectifs socio-économiques sous-régionaux et régionaux;
- ii) Transmettre l'information sur les expériences d'intégration en Afrique tant au niveau sous-régional que régional;
- iii) Accroître la prise de conscience de la nécessité de concevoir et de gérer les politiques nationales visant à renforcer leur capacité à atteindre les objectifs du développement sous-régional et régional;

- iv) Renforcer la capacité technique des secrétariats des communautés économiques sous-régionales et régionales en ce qui concerne l'identification, la formulation, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes d'intégration;
- v) Présenter aux participants des expériences comparées concernant le fonctionnement des projets d'intégration existant dans d'autres parties du monde afin d'avoir une base pour la recherche de solutions aux problèmes d'intégration en Afrique.

## **CONTENU DU PROGRAMME**

### **MODULE 1: L'économie de l'intégration**

L'objectif principal du module 1 est de familiariser les participants aux questions théoriques et aux projets d'intégration économique qui existaient avant les indépendances. Le module portera sur les thèmes suivants:

- 1.1 L'intégration économique: revue des questions théoriques
- 1.2 Le lien entre l'intégration économique et le développement
- 1.3 L'économie, la politique et les systèmes d'intégration
- 1.4 Les premiers projets d'intégration et leur impact

### **MODULE 2: L'ancien et le nouveau régionalisme**

L'objectif principal de ce module est de présenter une vue d'ensemble des tendances récentes en matière de régionalisme afin de placer la formation dans une bonne perspective. Les principaux points soulevés seront:

- 2.1 le régionalisme contre le multilatéralisme;
- 2.2 la première vague de régionalisme: caractéristiques principales et impact en Afrique;

- 2.3 la deuxième vague de régionalisme et l'émergence des blocs commerciaux: l'ALENA; «EUROPE 1992»; le marché unique européen, le pourtour du Pacifique, l'initiative dite Entreprises pour les Amériques; l'intégration latino-américaine et des Caraïbes;
- 2.4 l'ancien et le nouveau régionalisme: points divergents
- 2.5 l'Afrique dans le contexte du nouveau régionalisme

### **MODULE 3: Le régionalisme en Afrique: approches concurrentes**

L'objectif de ce module est d'étudier les diverses approches du régionalisme, de montrer la nécessité d'adopter une approche commune en matière d'intégration économique afin d'accélérer la réalisation des objectifs de la Communauté économique africaine.

Le module s'intéressera aux thèmes suivants:

- 3.1 Revue des différentes approches en matière d'intégration économique: production, marché, approche fonctionnelle, géométrie variable, protection minimale, etc.
- 3.2 Evaluation critique des exemples africains
  - Approche de l'intégration par le marché: CEDEAO, ZEP/COMESA
  - Approche fonctionnelle: SADC
  - Géométrie variable/intégration verticale: UEMOA et CEMAC
  - L'initiative transfontalière
  - La Communauté économique africaine
- 3.3 Les approches du régionalisme: évaluation générale et conclusions

## **MODULE 4: Renforcement de la capacité en matière d'intégration économique africaine**

L'objectif principal de ce module est de se concentrer sur la création des capacités institutionnelles, humaines et autres aux niveaux national, sous-régional et régional en vue de formuler et de mettre en oeuvre des politiques, des programmes et des projets d'intégration. Le module développera les thèmes suivants:

- 4.1 Cadre macro-économique d'une intégration efficace; coordination du développement sectoriel.
- 4.2 Capacités nationales en vue de promouvoir la coopération et l'intégration sous-régionales.
- 4.3 Cadre juridique constitutif: analyse des traités instituant les communautés sous-régionales et régionales.
- 4.4 Dispositions institutionnelles pour la gestion de la coopération économique sous-régionale et régionale.
- 4.5 Rationalisation des OIG
- 4.6 Modalités de promotion des entreprises multinationales.
- 4.7 Financement de l'intégration économique: diverses options.
- 4.8 Elargissement de la participation démocratique aux initiatives d'intégration
  - Commissions économiques et sociales
  - Parlements
  - Cours de justice
  - Comités d'action des ONG
  - Commissions nationales pour la coopération et l'intégration

## **MODULE 5: Le Traité d'Abuja instituant la Communauté Economique Africaine: les défis de son application**

Ce module a pour but de familiariser les participants avec le Traité d'Abuja et les défis liés à son application. Les sujets suivants seront traités:

- 5.1 Origine du Traité d'Abuja: la Déclaration de Monrovia, le Plan d'Action de Lagos et l'Acte Final de Lagos
- 5.2 Le Traité d'Abuja et son importance
- 5.3 L'application du Traité d'Abuja: types d'action envisagés
  - le secrétariat O.U.A./Communauté Economique Africaine - sa structure et son fonctionnement;
  - renforcement du cadre institutionnel sous-régional;
  - dimensions sectorielles et intersectorielles des communautés économiques sous-régionales;
  - mobilisation des ressources pour le financement des programmes de la Communauté

## **MODULE 6: Intégration économique et Programmes d'ajustement structurel (PAS)**

L'objectif de ce module est de montrer comment on peut faire en sorte que deux éléments dominants des stratégies de développement en Afrique, à savoir la promotion de l'intégration économique et l'application des programmes d'ajustement structurel se renforcent mutuellement tout en contribuant à la croissance et au développement à long terme des économies africaines. Ce module englobe les thèmes suivants:



- 6.1 Les objectifs communs de l'ajustement structurel et de l'intégration économique en ce qui concerne la promotion de la croissance économique et du développement.
- 6.2 Les PAS en tant que contrainte majeure en matière de coopération et d'intégration économiques régionales et sous-régionales.
- 6.3 Mesures visant à améliorer les interactions entre l'ajustement structurel et l'intégration économique.
- 6.4 Dimensions régionales des PAS et le rôle des organes d'intégration dans l'application des PAS.
- 6.5 Nécessité d'une approche sous-régionale collective dans les négociations des PAS.

## **MODULE 7: La Convention de Lomé et l'intégration économique africaine**

L'objectif de ce module est d'étudier l'histoire de la convention de Lomé et de faire une évaluation critique de ses contributions à l'intégration africaine. Parmi les thèmes à étudier, il y aura:

- 7.1 La Convention de Lomé et le Plan d'action de Lagos
- 7.2 Impacts positifs et négatifs de la Convention de Lomé sur le régionalisme en Afrique
- 7.3 Le système de Lomé et l'application des traités instituant les regroupements économiques sous-régionaux et régionaux
- 7.4 La Convention de Lomé contre les projets de libéralisation du commerce en Afrique
- 7.5 Le système de Lomé, le Marché unique européen et le problème de la marginalisation de l'Afrique

## **MODULE 8: L'intégration économique, l'Uruguay Round et la libéralisation du commerce multilatéral**

L'objectif de ce module est de montrer que si la libéralisation du commerce constitue un facteur important dans le renforcement des marchés sous-régionaux, elle n'a pas encore réalisé son potentiel. Le débat s'articulera autour de 4 points, à savoir:

- 8.1 L'importance de la libéralisation et de la facilitation du commerce pour la coopération et l'intégration économiques: règles d'origine, certificats d'origine, mécanismes de compensation, nomenclature douanière et statistique.
- 8.2 Problèmes liés à l'application des programmes de libéralisation du commerce
- 8.3 Le commerce frontalier: contribution potentielle à l'intégration économique
- 8.4 L'Uruguay Round et la libéralisation du commerce multilatéral

## **MODULE 9: Coopération monétaire et intégration économique africaine**

L'objectif de ce module est de familiariser les participants au besoin de renforcement des paiements et des ressources financières qui sous-tendent le processus d'intégration en Afrique. Le module s'intéressera aux questions spécifiques suivantes:

- 9.1 Les systèmes monétaires dans les pays africains: la convertibilité en tant qu'élément indispensable du processus d'intégration
- 9.2 Expériences des chambres de compensation: CCAO, CCAC, CCZEP

- 9.3 Options en matière d'intégration monétaire
- 9.4 Unions monétaires: les incidences sur les politiques et les institutions d'intégration
- 9.5 Unions monétaires existantes et leurs contributions à l'intégration économique: Zone Franc, Zone Monétaire Rand
- 9.6 Programmes de création de Zones Monétaires Uniques: le cas de la CEDEAO
- 9.7 L'intégration monétaire dans la Communauté Economique Africaine

13. Les bénéficiaires cibles des ateliers seront les cadres moyens et supérieurs responsables des problèmes d'intégration dans les ministères de l'économie, des finances, du plan et dans tous les départements ministériels chargés des différents secteurs. Les cadres des secrétariats des communautés économiques sous-régionales et du secrétariat OUA/Communauté Economique Africaine sont aussi des groupes cibles très importants. Les formateurs des institutions nationales de formation et de recherche qui s'intéressent à la coopération et à l'intégration économiques en Afrique bénéficieraient également de ces ateliers, ainsi que les particuliers qui désirent avoir une meilleure compréhension du sujet.

### **III. BUDGET**

14. La demande de parrainage et de financement porte sur une période initiale de 5 ans.

15. Le budget prévisionnel présenté ci-dessous concerne le financement de l'atelier annuel de 4 semaines organisé à l'Institut. Des budgets séparés seront élaborés et discutés avec les pays africains et les OIG en fonction des demandes qui seront reçues pour l'organisation d'ateliers de formation sur mesure dans ce domaine. Les prévisions relatives au personnel couvrent également les services qui seront assurés dans le cadre des activités organisées conformément à ces requêtes.

## Le personnel

16. Le personnel nécessaire à la mise en oeuvre du programme est composé comme suit:

- **Spécialiste du programme:** il sera chargé de la conception, de la mise en oeuvre et de la gestion du programme d'ateliers, ainsi que de la prestation de services consultatifs directs aux gouvernements africains sur demande; poste équivalent au niveau L.5 (échelle des Nations Unies), pour 4 mois-homme par an, à un coût de **US \$30.000.**
- **Assistant de formation:** il assistera le spécialiste du programme, et sera chargé des travaux dirigés; poste équivalent au niveau L.3 (échelle des Nations Unies), pour 4 mois-homme par an, à un coût de **US \$20.000.**
- **Secrétaire:** une secrétaire recrutée sur le plan local assistera le spécialiste du projet; elle s'occupera du travail de secrétariat lié à l'organisation des ateliers; poste équivalent au niveau G.7 (échelle des Nations Unies), pour 4 mois-homme par an, à un coût de **US \$6.000.**
- **Consultants engagés pour une période de courte durée:** des enseignants devront être recrutés pour une période de courte durée afin de compléter le personnel ordinaire, pour un mois-homme au total. Il faudra prévoir un billet d'avion aller-retour et une indemnité journalière de subsistance. Le coût total est estimé à **US \$8.000.**

- **Interprètes/traducteurs:** l'IDEP étant un Institut bilingue qui offre ses services à tous les pays africains, il est nécessaire d'assurer l'interprétation simultanée ainsi que la traduction des études de cas et autres matériels didactiques prévus pour les ateliers. Deux interprètes sont proposés pour 2 mois-homme chacun; poste équivalent au niveau L.3 (échelle des Nations Unies). Le coût total s'élève à **US \$20.000.**

## Bourses

17. Des bourses d'études sont à prévoir pour 25 participants au maximum. Pour chaque stagiaire il faudrait une bourse pour couvrir les frais de subsistance, l'assurance-maladie, l'achat des livres et un billet d'avion aller/retour. Ces coûts sont estimés approximativement à US \$2.000 par participant sur la période de 4 semaines, plus la somme de US \$1.500 pour le billet d'avion. Il faudra y ajouter également les frais d'inscription, qui s'élèvent à US \$1.000 par participant, conformément à la politique décidée par le Conseil d'administration de l'IDEP. Ainsi le coût par participant est approximativement de US \$4.500. Le coût total du financement pour tous les participants s'élève donc à **US \$112.500.**

18. Le résumé des coûts se présente comme suit:

**US\$**

RUBRIQUE	1996	1997	1998 (+ 5%)	1999	2000 (+ 5%)	TOTAL
PERSONNEL	84.000	84.000	88.200	88.200	92.610	437.010
BOURSES	112.500	112.500	118.125	118.125	124.031	585.281
DOCUMENTATION	5.000	5.000	5.250	5.250	5.513	26.013
Sous-Total	201.500	201.500	211.575	211.575	222.154	1.048.304
FRAIS GENERAUX (13 %)	26.195	26.195	27.505	27.505	28.880	136.280
TOTAL	227.695	227.695	239.080	239.080	251.034	1.184.584